

Face au pouvoir

ON pourrait critiquer le caractère artificiel du « lancement » de la « nouvelle philosophie » venant à point nommé la veille d'un possible passage du pouvoir à la gauche. Je ne le ferai pas : ce serait mettre en cause le droit des milieux intellectuels à faire de la politique, à rechercher l'impact de leur message, à conduire leurs lecteurs d'une réflexion théorique à une position pratique. De mon point de vue de sociologue cependant (il faut bien se situer dans l'arc-en-ciel académique pour avoir droit à la parole théorique, malgré Mai 68 - l'ancien), il est intéressant de constater le parallélisme entre le mouvement de la pensée et celui de l'organisation des penseurs. Dans la pensée, on passe d'une analyse fine du pouvoir dans sa complexité à l'appréciation morose d'une impossibilité de lutter contre le pouvoir hors de l'irrationalisme. Chez les penseurs, on passe du travail considérable, incontestable, de M. Foucault, au soutien d'avant-gardes nouvelles, aventureuses, allant à découvert au devant de risques politiques. De là à dire que la théorie envoie au casse-pipe son prolongement engagé, il y a un pas que nous nous gardons bien de franchir.

C'est pourtant à la source théorique que se produit comme un flou, une faiblesse, autorisant les jeunes gourous à se lancer plus ouvertement que d'autres dans le refus du changement de société tel que le permettrait la lutte pour l'application du programme commun de la gauche. Faiblesse d'autant moins théoriquement justifiable à mon avis que les travaux de Michel Foucault font avancer rapidement l'état de la réflexion sur les rapports entre idéologie et pouvoir. Cette idée féconde, passionnante, que le désir est tout autant fabriqué que réprimé par la société, qu'il est l'instrument du pouvoir bien avant d'être son ennemi, est d'une grande utilité.

Loin d'être contradictoire, par exemple avec les travaux de Louis Althusser sur l'idéologie, elle permet de mieux comprendre comment l'assujettissement des individus dans la société capitaliste passe par l'entretien d'un désir « sous-pression », comme trait de la personnalité profonde. Ce désir, dont le discours sexuel n'est que le moyen, correspond à ce que le rapport capitaliste « attend » des individus qu'il enveloppe : désir d'accumuler pour le capitaliste, mais aussi, chez l'ensemble des salariés, stimulation des motivations pour un épanouissement individuel, limité à la recherche du refuge privatif et de la compétition sociale agressive.

Il n'est pas inculqué par des appareils rigides, par des structures d'Etat instrumentalisées de l'extérieur, mais découle d'un ensemble mouvant de rapports de forces dans et hors l'Etat : le pouvoir.

Où est la faiblesse alors ? Dans une fuite constante devant le problème de l'articulation du pouvoir et des rapports sociaux dominants. Car, si l'on peut souscrire à des formules du genre « le pouvoir vient d'en bas », ou il ne relève pas « d'une opposition binaire et globale entre les dominateurs et les dominés », si l'on peut admettre comme un affinement utile de considérer la diffusion sociale du pouvoir, son intériorisation par les individus idéologiquement assujettis, c'est à la condition expresse de ne pas gommer la question essentielle : qui, en dernière analyse, détient

par DENIS DUCLOS (*)

et fait agir le pouvoir dans notre société ?

Il faut une réponse claire. Je n'en trouve point encore à la lecture de Foucault. Quant à la « jeune philosophie », elle semble faire comme si cette réponse existait. Dans le sens : le pouvoir, c'est le désir de tout le monde. Beaucoup désirent le changement ? Dès lors, le changement est suspect puisqu'il est désiré, et devient phénomène de pouvoir. Les propos de M. Foucault lui-même aident, dans la période récente, à cette interprétation lorsqu'il répond au *Nouvel Observateur* (12 mars 77) : « Vous le savez bien, c'est la désirabilité même de la révolution qui fait aujourd'hui problème. »

Le refus du prophétisme

Mais, là encore, on peut entendre de deux façons : où bien il s'agit d'un refus du prophétisme, du refus de suivre tout appel messianique reprenant à la manière totalitaire le flambeau des mécanismes actuels du pouvoir. Si c'est bien cela, je ne peux, en tant que marxiste, qu'être d'accord. Je ferais d'ailleurs remarquer que les communistes français contribuent largement, dans leur pratique, à éliminer la grandiloquence pseudo-révolu-

tionnaire, la mythologie de super-leaders guidant les masses vers « la vérité », et celle de super-partis confondus avec l'Etat.

Où bien il s'agit de rendre suspect tout désir de changement, sous prétexte qu'il émane du pouvoir tel qu'il est : alors là, franchement, non. Ce serait oublier que le pouvoir actuel, qui est bien celui du capital, même s'il se diffuse dans toute la société pour s'exercer, est celui qui pousse à la misère et au chômage des millions de gens, et tout à la fois les exploite, les quadrille, les met en fiches, leur ôte le droit à la parole, leur conteste le droit de lutter pour une autre politique. Ce désir de changer cela n'est pas suspect. D'autant qu'il appelle sur bien des points des solutions anti-étatistes, la direction de leurs affaires par les travailleurs, les habitants, la libération des individus, des femmes, des jeunes, des encadrements répressifs ou inégalitaires.

Le pouvoir démocratique, tel que le voient les communistes, peut commencer à y répondre par le foisonnement des débats, des contradictions, qu'une « démocratisation jusqu'au bout » implique pour construire une autre société. Elle est tout le contraire d'une « étatisation de la base ». Le risque d'auto-organisation des gens y est pleinement assumé parce qu'il n'y a pas là, au fond, de risque, sinon pour qui a intérêt politique et économique à la normalisation bureaucratique : ce n'est pas le cas d'un parti des travailleurs, des exploités, des opprimés, du moins si sa pratique lui permet de le rester : et c'est, je crois, ce que fait constamment le P.C.F.

(*) Sociologue, membre du parti communiste.